

---

## Luc Boltanski: "Nicolas Sarkozy s'inscrit dans la continuité de Valéry Giscard d'Estaing"

**By François Bonnet**

Published: 14/02/2008 - 15:28

Auteur: [Sylvain Bourmeau](#)

Après [Pierre Rosanvallon](#) puis [Cyril Lemieux](#) qui, tour à tour, nous ont proposé des pistes pour penser la crise de la presse et la crise de la démocratie, c'est au sociologue [Luc Boltanski](#) de revenir ici sur la crise de la représentation et le nouvel espace public qui en résulte.

Depuis le milieu des années soixante, [Luc Boltanski](#) a bâti une œuvre sociologique de tout premier plan, d'abord dans un rapport de grande proximité avec Pierre Bourdieu, avec lequel il a beaucoup écrit, puis en s'en détachant très nettement pour proposer une perspective théorique différente dans le cadre du Groupe de sociologie politique et morale qu'il a fondé à l'École des hautes études en sciences sociales. Parmi ses ouvrages majeurs : [Les Cadres](#), [La Souffrance &agrave; distance](#), [Le Nouvel Esprit du capitalisme](#) (avec Eve Chiapello) ou, plus récemment, [La Condition f&ouelig;tale](#). Depuis quelques années, il tente de « réarmer » une analyse critique capable de saisir les transformations sociales liées notamment à une articulation nouvelle entre Etat et capitalisme.

**Le mode de communication politique de Nicolas Sarkozy bouleverse le fonctionnement de l'espace public. Mais n'est-il pas lui-même le produit de transformations plus anciennes et très profondes de cet espace public ?**

Ce à quoi nous assistons avec Nicolas Sarkozy s'inscrit très clairement dans la continuité d'un mouvement qui remonte, me semble-t-il, à Valéry Giscard d'Estaing. La forme très spectaculaire donnée par Nicolas Sarkozy révèle soudainement et rétrospectivement ce mouvement de fond. Dans [&laquo;&nbsp;&nbsp;&nbsp;La production de l'&rsquo;id&eacute;ologie dominante&nbsp;&raquo;](#), un texte que j'ai écrit au milieu des années soixante-dix avec [Pierre Bourdieu](#) et dont je prépare la republication prochaine, nous pointions l'apparition d'un nouveau discours politique invoquant en permanence le changement et la modernité. Avec Giscard, nous avions une droite qui s'appuyait non plus sur la tradition mais sur le changement. Elle décrivait le monde social de manière déterministe comme un lieu où des forces s'imposaient selon une nécessité absolue.

---

Il ne s'agissait d'ailleurs pas simplement de s'adapter à cette nécessité mais également de la désirer. Les points d'appui qui fondaient cette nécessité étaient souvent à rechercher du côté des sciences, et plus spécialement des sciences sociales. C'est au nom d'un supposé changement « naturel » du monde social que se sont alors opérées les transformations de certaines catégories et/ou procédures, ce que nous appelons des formats d'épreuve. Parce que le travail en entreprise a changé, nous disait-on, le terme ouvrier ne correspond plus. Il convient donc de le remplacer par celui d'opérateur et aussi, au passage, de changer les formats d'épreuves qui permettent de savoir si cet opérateur est bon ou non. Il s'agit en fait d'une double réification : on réifie d'abord la réalité puis les formats. Et, comme dans [La Graine et le mulet](#), le récent film d'[Abdellatif Kechiche](#), c'est parce qu'il ne satisfait plus au nouveau format qu'on va virer M. Beiji – en occultant la première réification, la transformation de la réalité par des millions de micro interventions, notamment sur les marchés.

**Toutes ces transformations, parfois minuscules et non coordonnées, participeraient donc d'un même mouvement ?**

Cela correspond tout simplement à la mise en place d'un nouveau régime politique. Comme l'a très bien montré récemment la sociologue [Mariana Heredia](#), à propos du cas de l'Argentine : à travers des passages de l'extrême droite à la droite, de la droite à la gauche, il s'est produit un changement complet de régime politique, un changement qui n'a pas dit son nom mais qui s'est traduit par le passage d'un régime fondé sur une légitimité populaire à un régime fondé entièrement sur une légitimité d'expertise et particulièrement d'expertise économique.

**C'est ce à quoi nous assisterions avec Sarkozy ?**

Pour commencer de répondre, il faut revenir à la célèbre question des [deux corps du roi](#), analysée par [Ernst Kantorowicz](#). Dans l'ancien modèle de représentation populaire, les institutions occupent un rôle essentiellement sémantique. Elles n'ont pas vraiment de rôle de coordination, d'administration ou de police: elles disent ce qui est. Personne ne peut dire ce qu'il en est de ce qui est pour les autres puisque les personnes individuelles ont un corps, qu'elles sont situées, qu'elles ont une libido, des intérêts... Il revient donc à un être sans corps de dire ce qu'il en est de ce qui est. C'est précisément cela qu'on appelle une institution.

---

Evidemment, cet être sans corps a des représentants dotés eux d'un corps. D'où la crainte permanente relevée par Rousseau dans [Le Contrat Social](#) que ces êtres avec corps ne représentent pas vraiment l'être sans corps, même s'ils s'efforcent de le faire en mettant de beaux chapeaux, un joli costume, en changeant de voix, bref en s'efforçant de mettre à l'écart leur corps libidinal, leurs intérêts... Or, ce à quoi s'emploie notre nouveau Président (car c'est bien notre Président, rappelons-le !), c'est à réduire totalement cet écart. Il arrive dans l'institution avec son corps et sa libido, ses intérêts et ses copains friqués. Evidemment, ça provoque un choc assez violent.

S'il peut aujourd'hui faire tout ça, c'est bien parce l'institution ne repose plus du tout sur le modèle rousseauiste d'expression d'une volonté collective qui se manifeste dans l'élection. Ce qui lui permet de se comporter ainsi, c'est le fait que l'institution repose désormais entièrement sur l'expertise. Ce n'est en effet plus l'institution politique qui dit ce qui est mais un ensemble d'experts. C'est spécialement vrai dans le domaine de l'économie et dans celui de la biopolitique – j'ai pu le vérifier en écrivant [La Condition fœtale](#).

### **Nous en avons eu un bon exemple avec la Commission Attali ces derniers jours...**

C'est exactement cela. On pourrait multiplier les exemples. La semaine dernière, dans mon séminaire, nous avons discuté du travail d'un étudiant sur le [Conseil d'analyse économique](#) mis en place par Lionel Jospin lorsqu'il était Premier ministre. La comparaison de cette instance avec le Conseil national économique puis le [Conseil économique et social](#) qui lui a succédé est particulièrement éclairante. Lorsque ces institutions se mettent en place, on assiste à l'arrivée dans l'Etat rousseauiste classique de représentants d'un nouveau type, issus des « forces sociales » et porteurs d'intérêts économiques. C'est le début du corporatisme et de l'Etat providence.

En revanche, dans le Conseil d'analyse économique, il n'y a que des économistes. Et en plus, comme le remarquait ce travail, alors que son cahier des charges réclame du pluralisme et du débat, ce Conseil ne produit que du consensus, ne laissant place à aucune dispute. Le cadre est très balisé. Du coup, certains membres atypiques s'y sentent très mal à l'aise comme, par exemple, un économiste

---

proche du Parti communiste qui a le sentiment qu'on le prend pour un ignorant ou, à l'inverse, un économiste beaucoup plus « légitime » venu de l'École normale et ultralibéral qui ne s'intéresse qu'à la gestion des produits dérivés les plus exotiques !

Ces deux économistes ne trouvent pas vraiment à s'exprimer dans le cadrage d'économie néolibérale légèrement étatique qui prévaut au sein du Conseil. L'institution, par ailleurs, n'est pas dupe de son rôle, sachant très bien que, d'un côté, ses recommandations ne seront pas nécessairement suivies d'effets mais estimant, de l'autre, jouer un rôle pédagogique majeur, notamment auprès des leaders d'opinion et surtout des journalistes. Il s'agit en effet de diffuser une certaine manière de poser, et surtout de ne pas poser, les questions, c'est-à-dire d'exclure la politique.

**Mais la place des experts est inégale selon les domaines : le [Conseil d'analyse de la société](#), mis en place par Raffarin ne comptait pas le moindre sociologue !**

Cela prouve, dans une certaine mesure, l'échec des sociologues. Sans doute en raison du manque de formalisme de la discipline, ce qui ne permet pas un bouclage des questions comme le propose l'économie. Mais les sociologues jouent néanmoins un très grand rôle, et plus encore les politistes, dans la définition de ce qui est. Ils font partie de ce qu'on peut appeler la classe dominante puisqu'ils ont un pouvoir de détermination de ce qui est pour les autres. Et je me garde bien de penser que le monde serait meilleur si les sociologues se trouvaient à la place de choix des économistes. D'une certaine façon, on a vu ce que cela a donné en URSS...

**Faut-il prendre au sérieux le recours par le nouveau Président à de grands concepts, par exemple l'opération récente de détournement du concept de politique de civilisation, avec [l'analyse prospective](#) d'[Edgar Morin](#), son inventeur ? Ne s'agit-il que d'un écran de fumée destiné à masquer la réalité des politiques publiques mises en œuvre ?**

---

Les formes actuelles de pouvoir ont beaucoup moins besoin d'idéologie qu'avant. [Foucault](#) l'a compris très tôt. Derrière le [storytelling](#), l'envoi d'images, il y a en effet quantité d'opérations plus ou moins grandes qui changent vraiment la réalité et les formats d'épreuves. Des opérations parcellisées, techniques, précises, difficiles à étudier... C'est ce qu'[Albert Ogien](#) appelle l'Esprit gestionnaire. Les sociologues ne s'y retrouvent pas, les journalistes n'ont pas le temps. Personne ne domine véritablement, par exemple, les opérations réalisées par les marchés, pas davantage celles opérées par le droit. L'idéologie n'est donc plus vraiment nécessaire.

### **On assiste pourtant à un retour du grand récit, on l'a vu durant la campagne présidentielle et depuis...**

C'est purement décoratif. Je suis en train de lire un livre passionnant de [Malcolm Bull](#), l'un des grands analystes anglais actuels, philosophe et historien d'art. Il montre comment la réapparition des [dieux antiques au Quattrocento](#) était destinée à l'exaltation du pouvoir des princes, de leurs corps sains et beaux, ce que ne permettaient pas très bien l'iconographie et la thématique chrétienne. Pourtant, tout cela cohabitait très bien avec le maintien de la religion chrétienne, les gens regardaient ces histoires de dieux grecs comme on regarde un truc à la télé sans vraiment y croire. C'était déjà de l'ordre du people.

### **La leçon à tirer lorsqu'on est journaliste (ou sociologue), c'est de ne pas trop s'intéresser à ce décorum ?**

Il vaudrait effectivement mieux prendre le temps d'aller regarder les opérateurs réels. Sur la [révision générale des politiques publiques](#) ou la [LOLF](#), c'est excessivement difficile de travailler. Même les acteurs directement impliqués ne comprennent pas, ou alors qu'un petit segment. En plus, c'est assommant, il est bien plus drôle de décrypter un discours idéologique que d'essayer de comprendre un discours administratif ! Le problème épineux consiste à trouver ce qui donne la cohérence à des mesures parcellaires, souvent mal ajustées. Il s'agit, je pense, d'une cohérence essentiellement comptable. La comptabilité me paraît centrale, et on manque cruellement d'analyse de la comptabilité. C'est aussi une cohérence juridique, le maquis des juridictions permet d'introduire des zones d'incertitude et donc d'arbitraire dans les décisions, ce qui est très important.

---

La cohérence n'est donc pas vraiment idéologique. Dans l'économie financière, pas besoin d'idéologie. Elle reste un peu présente dans le management, spécialement dans les entreprises constituées de salariés qui doivent mettre en œuvre des compétences plus culturelles, plus cognitives. Il faut qu'ils soient un peu excités, il y a donc besoin d'un petit peu d'idéologie. Au fond, c'était assez juste cette idée de la « fin des idéologies », sauf que ce n'était pas du tout pour la raison avancée, celle de l'avènement d'une nouvelle rationalité. Mais plus simplement parce que, grâce au management, on a mis en œuvre des modes de pouvoir plus précis. C'est ce qu'on a étudié avec [Eve Chiapello](#) dans [Le Nouvel esprit du capitalisme](#).

Il ne faut pas sous-estimer l'école du management. Elle a produit de réels effets dans les entreprises dans les années 1980 et 1990. On voit aujourd'hui tout cela débarquer dans les activités culturelles et dans le milieu universitaire. On y introduit le néo-management et le benchmarking, les palmarès et la gestion libérale. Il se passe ce qu'a décrit [Patrick Le Gal](#) pour [l'Angleterre](#) : on met en place des commissions avec des gens de terrain, des hauts fonctionnaires, des experts et des consultants, on définit des critères d'excellence et ensuite on explique aux services qu'ils ont le droit de ne pas les suivre mais que s'ils les respectent, ils auront 20% de dotation en plus ou des impôts en moins. On voit bien comment du coup en quelques années le paysage change puisque les indicateurs étant publics, les acteurs les maximisent et finissent donc par transformer la réalité.

### **Comment dans ces conditions refonder un discours critique solide ?**

La critique s'est effondrée pour deux raisons. D'abord parce qu'après 68, toutes les politiques ont été centrées sur un « plus jamais ça », sur le rétablissement de l'ordre, la reprise en main de la force de travail et la restauration des profits. J'ai une grande admiration pour Giscard – qui m'est très antipathique – parce que je pense qu'il fut un grand homme d'Etat. Les vieux gaullistes ont essayé de faire du social pour arrêter la contestation mais ça n'a pas marché. Giscard, lui, a compris. Il a entamé une réorganisation complète du monde de la production et du travail, et du même coup ôté ses prises à la critique. La critique s'est par ailleurs tiré une balle dans le pied en s'enfermant dans ces vieux schèmes marxistes devenus dogmatiques et ces discussions à n'en plus finir sur le fait de savoir si oui ou non l'ouvrier non productif du textile était un prolétaire !

---

Le monde politique et intellectuel a donc assisté à un effondrement total de la critique dans les années 1980. Et d'une certaine manière ce fut un soulagement tant ça tournait en rond. Du coup, le vide fut rempli par des produits d'importation, dont certains d'ailleurs plutôt intéressants, venus de la philosophie analytique ou morale anglo-saxonne, de la théorie de la justice... La pensée critique ne disposant plus de ressources, elle s'est réfugiée de manière désastreuse (voir ce qu'en dit [Dany Trom](#) dans [La promesse et l'obstacle](#)) dans la souffrance, la pitié, l'indignation immédiate...

**"La Misère du Monde", l'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu serait emblématique de ce moment ?**

Oui, même mon maître Bourdieu ! Quand le livre est paru, j'étais en train de terminer [La Souffrance & distance](#) et je me suis dit : « Mince, il rentre dans mon objet ! » De façon très habile, comme les lézards qui laissent leur queue quand on essaye de les attraper, Bourdieu avait abandonné la théorie par laquelle certains essayaient de le coincer, pour faire ce beau livre de témoignages, sans concepts. La critique s'est mise à prendre appui sur un tragique de la souffrance.

C'est très net, par exemple, dans le monde du théâtre. J'ai écrit un petit papier après avoir vu une représentation du [Crime du XXI<sup>e</sup> siècle](#) d'[Edward Bond](#). Dans un paysage dévasté, une femme chassée d'un camp de réfugiés, avec sa fille, arrive un déserteur (il y a un ennemi mais qu'on ne connaît pas, bien sûr). Elle donne à boire au déserteur parce qu'il y a un peu d'humanité chez elle, et le déserteur viole sa fille et la tue. En sortant, mon épouse m'a dit : « *C'est Mère courage sans courage et sans mère !* ». C'est exactement cela. La différence entre Brecht et Bond, c'est qu'il ne peut plus y avoir de héros chez Bond – un héros cache désormais forcément un bourreau. Et, comme il n'y a plus de héros, il n'y a plus d'ennemi identifiable. Ne restent plus au fond que des victimes déshumanisées. On ne fait pas un mouvement social avec ça ! Eventuellement de l'esthétique, mais certainement pas de la critique.

**Comment alors refaire de la critique ?**

---

Peut-être d'abord en identifiant un adversaire, même si cela devient difficile. D'ailleurs, l'une des leçons les plus intéressantes des mouvements sociaux récents, et notamment de l'expérience latino-américaine, c'est qu'ils ne cherchent pas à prendre le pouvoir, tout simplement parce qu'on ne sait pas où ce pouvoir se trouve. Au plan théorique, je trouve intéressant de tenter de reconstruire une analyse critique en repartant des deux grands concepts, l'exploitation et la domination – mais en les distinguant. Il nous faudrait une théorie des nouvelles formes d'exploitation et une théorie des nouvelles formes de domination. Ainsi qu'une théorie des « classes » capable de prendre en charge l'aspect objectif de « classe en soi » et celui subjectif de « classe pour soi ».

### **Quels seraient les groupes pertinents, ceux sur lesquels pourrait s'appuyer la critique ?**

C'est une question très difficile. La gauche a toujours pris appui sur des groupes différents entre lesquels se nouaient des compromis. Aujourd'hui, ces groupes ont tellement divergé qu'il n'y a plus de compromis possible. Pour le dire vite, il y a un vieux prolétariat délabré, déprimé, qui voit dans les délocalisations et dans les étrangers l'ennemi, qui était tenté par le Front national puis s'est porté vers Sarkozy. A côté, il y a un prolétariat de jeunes petits blancs, ce sont sans doute les plus perdus actuellement, comme l'ont montré [Stéphane Beaud et Michel Pialoux](#). A certains égards, on peut estimer qu'ils sont dans une situation plus difficile encore que celle des

jeunes beurs de banlieue qui peuvent, eux au moins, se raccrocher à une question identitaire.

Sur ces derniers, on ne sait pas très bien quoi ajouter, si ce n'est espérer un processus de montée en puissance d'intellectuels « issus de l'immigration » (ces termes euphémistiques !) et qui jouent pour eux un peu le même rôle qu'ont joué les intellectuels venus des classes populaires dans les années 1930 à 1960. Il y a aussi ce qui reste de la fonction publique mais la différence, autrefois forte, entre public et privé va s'amenuisant. On peut d'ailleurs remarquer à quel point les universitaires sont aujourd'hui très peu de gauche...

Et puis, enfin, il y a de nouveaux groupes sociaux, affinitaires, qui regroupent disons des « intellectuels précaires ». Ce sont aussi bien des gens dont l'entreprise ne veut pas, que des gens qui ne veulent pas de l'entreprise. Des personnes qui, du fait de leur formation, de leur manière d'être, ne peuvent pas supporter les contrôles de plus en plus sophistiqués de l'entreprise.



---

## **Dispose-t-on d'enquêtes sur ces nouveaux groupes sociaux ?**

Trop peu, on ne sait pas grand-chose sur ces gens-là. On ne sait pas très bien comment ils vivent concrètement, d'où proviennent leurs revenus. Ils semblent assez dépendants de leurs parents. Au plan politique, ils sont plutôt de gauche mais ne disposent d'aucun d'objet auquel s'accrocher pour établir un lien entre eux. Du coup, ils ne se retrouvent que dans des luttes pour d'autres, comme la cause des sans papiers. Mais ce groupe peut-il se saisir d'une critique ? La question de l'Etat est centrale pour eux. Ils ne survivent que grâce aux dispositifs prévus par les politiques publiques (jusqu'à quand ?) et, en même temps, ils s'opposent à un Etat qui entend les catégoriser comme l'à-côté.

Les luttes pour les sans-papiers sont très intéressantes parce qu'elles ne sont pas totalement justifiables, sauf émotionnellement. Si on légalise tous les sans-papiers, on fera sauter l'Etat providence, c'est-à-dire l'Etat au sens moderne du terme. Le mot d'ordre « des papiers pour tous » (avec lequel je suis entièrement d'accord) cela signifie des papiers pour personne. Moi qui suis de sensibilité libertaire, cela ne me gêne pas du tout. Mais ce groupe est traversé par cette contradiction, et c'est l'une des raisons pour lesquelles il ne parvient pas à trouver une expression.

## **C'est un problème partagé par l'ensemble des groupes que vous avez mentionné. Comment les partis de gauche pourraient les représenter et les mettre en relation ?**

Le parti large de gauche qu'était le PS a précisément explosé parce que ces différentes fractions n'entretiennent plus suffisamment de liens. Le PS a davantage encouragé et accompagné la formation des nouveaux liens entre le capitalisme et l'Etat. Inversement, toute une partie de la gauche, du côté notamment d'[ATTAC](#), a cru à cette idée bizarre que l'opposition était entre un méchant néo-libéralisme et un Etat. Ce qui est absurde : il suffit d'avoir lu un peu de Marx, de [Wallerstein](#) ou de [Braudel](#) pour savoir que le capitalisme s'est toujours développé avec l'Etat, qu'il ne peut pas se passer de l'Etat. Dans l'Angleterre post-Thatcher, il n'y a pas moins d'Etat mais de nouveaux types de liens entre Etat et capitalisme.

---

**C'est cette logique qui voit dans le même temps Alain Minc et Henri Guaino conseiller Nicolas Sarkozy ?**

Bien sûr. Il faut creuser tout ça. Il y a un déficit d'analyse flagrant. Il nous faudrait une meilleure connaissance du terrain pour comprendre ces liens entre capitalisme et Etat. Mais, pour les sociologues comme pour les journalistes, il est devenu très difficile d'enquêter, les contrôles sur le travail étant beaucoup plus élevés qu'autrefois. On n'a pas le temps. Dans les années 1970, les sociologues ne faisaient que de la recherche. Ca veut dire qu'ils glandaient, qu'ils se baladaient... ils ne passaient pas leur temps à voyager aux Etats-Unis pour faire des conférences et, dans le même temps, faire avancer leurs carrières.

Les vraies enquêtes prennent énormément de temps. L'autre problème est que les univers sociaux et professionnels se ferment. Toute la sociologie du travail s'est faite dans les entreprises publiques qui ont accueilli les chercheurs. Aujourd'hui, les entreprises n'en veulent plus, et pas davantage des journalistes. D'où la tentation pour certains de s'en tenir au décryptage du storytelling et à [«Carla c'est du sérieux!»](#).